

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	11
<b>1. Le constat : la France est enfermée dans un cercle vicieux sur la question de l'immigration</b> .....	15
« Quantité » : le malthusianisme français en matière d'immigration	18
Qualification : la France et la « sélection négative » en matière d'immigration. ....	23
Diversité de l'immigration : une situation figée .....	28
<b>2. Un impact modeste de l'immigration sur l'économie nationale à court terme</b> .....	37
Les effets de l'immigration sur le marché du travail .....	37
Les effets de l'immigration sur les comptes publics. ....	46
<b>3. L'immigration comme source de croissance à long terme</b> .....	55
La diversité est-elle bonne pour la croissance ? .....	55
La contribution de l'immigration à l'innovation .....	61
<b>4. L'immigration, une ouverture sur le monde</b> .....	67
Immigration et avantage comparatif dynamique .....	67
Immigration et insertion dans la mondialisation .....	71
<b>Conclusion</b>	
<b>Le cercle vicieux de l'immigration en France : comment en sortir ?</b> .....	83

**Liste des figures et des tableaux** ..... 89

**Bibliographie**..... 91

## **EN BREF**

*Le débat sur l'immigration en France est d'autant plus vif qu'il a été ranimé, d'une part, par la « crise des migrants » que connaît actuellement l'Europe et, d'autre part, par les attentats qui ont endeuillé notre pays au cours de ces dernières années. Face à de tels développements, la question de l'immigration se pose avant tout en termes d'identité et de sécurité. Sa dimension économique n'est pourtant pas à négliger : elle conditionne les perspectives d'intégration des immigrés présents sur le territoire national ainsi que les degrés d'ouverture ou de fermeture auxquels seront confrontés les immigrants de demain.*

*Depuis la fin des Trente Glorieuses, et malgré sa tradition d'asile et d'accueil, la France a cherché à réduire l'immigration qu'elle percevait comme un « problème » ; ce faisant, elle s'est placée dans la situation d'accueillir une proportion d'immigrants non qualifiés plus forte que celle des autres pays ; les à priori négatifs des Français sur l'immigration s'en sont trouvés confortés, suscitant des demandes en faveur de politiques d'immigration restrictives. La France s'est ainsi enfermée dans un cercle vicieux où faible quantité, faible qualification et faible diversité de son immigration se renforcent mutuellement et l'empêchent de recevoir les bénéfices économiques que pourrait lui procurer une immigration démographiquement plus nombreuse, sélectionnée davantage en fonction de l'éducation et des qualifications et originaire d'un espace géographique plus large et plus diversifié que l'ancien « champ » colonial.*

*Il faut donc repenser l'immigration comme une contribution positive, en accueillant des immigrés qualifiés (notamment), en plus grand nombre et issus de pays plus divers. C'est l'analyse proposée dans cet opuscule, qui suggère également des pistes de réformes inspirées des expériences de pays où l'immigration constitue véritablement un atout et où elle est conçue et perçue comme telle.*

**Hillel Rapoport** est professeur à l'École d'économie de Paris et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Depuis 2008, il est le coordinateur scientifique des conférences annuelles « Migration et Développement » de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement. Ses recherches portent principalement sur l'analyse des migrations internationales (déterminants, effets sur les économies d'accueil et de départ, liens entre migrations et autres dimensions de la mondialisation). Il a également étudié les effets économiques de la diversité et les questions soulevées par l'accueil et la répartition des réfugiés au sein de l'Union européenne. Il a notamment publié *The Economics of Immigration and Social Diversity* (Elsevier, 2006) et *Brain Drain and Brain Gain : The Global Competition to Attract Talent* (Oxford University Press, 2012).

---

Je souhaite exprimer toute ma gratitude à Daniel Cohen et à Claudia Senik qui m'ont encouragé à écrire ce texte ; je les remercie aussi de leur patience, dont j'ai quelque peu abusé, et de leurs commentaires, qui m'ont été très utiles – tout comme ceux de Marc Gurgand, Maya Bacache, Sylvie Lambert et Antoine Bozio. Merci également à Sulin Sardoschau et à Sarah Schneider pour leur excellent travail d'assistance de recherche.

## Introduction

C'est peu dire que l'immigration focalise l'attention et les crispations, sujet « clivant » s'il en est, placé systématiquement au premier plan des préoccupations des Français. Certains cherchent à le « pousser sous le tapis », sans beaucoup de succès, d'autres le mettent en avant en permanence, avec trop de succès. Ce débat est d'autant plus vif qu'il a été ranimé, si besoin était, par une série d'évènements récents d'ampleur considérable : d'une part, la « crise des migrants » que connaît actuellement l'Europe et la perspective pour la France, comme pour les autres grandes nations européennes, d'accueillir durant les prochaines années des dizaines, voire des centaines de milliers de réfugiés originaires de pays en conflit, principalement au Moyen-Orient ; et, d'autre part, pour des raisons indirectes mais évidentes, les attentats qui ont endeuillé la France en 2015 et en 2016. Face à ces développements, il n'est pas surprenant que la question de l'immigration en France se pose avant tout en termes d'identité et de sécurité. Faut-il pour autant négliger sa dimension économique ? Même si celle-ci tend à être occultée par l'actualité immédiate, elle conditionne les perspectives d'intégration des immigrants présents sur le territoire français ainsi que les degrés d'ouverture ou de fermeture auxquels seront confrontés les immigrants de demain.

L'argumentaire de cet opuscule peut se résumer comme suit : depuis la fin des Trente Glorieuses, et bien qu'ayant été construite par des vagues successives d'immigration, la France, malgré sa tradition d'accueil et d'asile, a voulu réduire l'immigration qu'elle a perçue comme un « problème » ; ce faisant, elle s'est trouvée à accueillir une proportion d'immigrants non qualifiés plus forte que celle des autres pays ; les à priori négatifs des Français, notamment les plus faiblement qualifiés, ont ainsi été renforcés, suscitant des pressions et des contraintes politiques qui empêchent aujourd'hui la France de recevoir les bénéfices économiques d'une immigration plus nombreuse, sélectionnée davantage en fonction de l'éducation et des qualifications et originaire d'un espace géographique plus large et plus diversifié

que l'ancien « champ » colonial. Il faut donc repenser l'immigration comme une contribution positive, en accueillant plus d'immigrés qualifiés, issus d'une plus grande diversité de pays.

La perspective proposée ici est fondée sur les résultats récents de la recherche (y compris la mienne) en économie des migrations dans un contexte de mondialisation. Il s'agit d'une perspective largement absente du débat public sur l'immigration. Il existe principalement deux façons d'aborder la question de l'immigration sous l'angle économique. La première, essentiellement « statique » ou « court-termiste », s'interroge sur « ce que nous coûte (ou nous rapporte) vraiment l'immigration ». Il s'agit, pour l'essentiel, de faire les comptes : les immigrés perçoivent-ils plus qu'ils ne contribuent aux finances publiques ? Ce qu'ils paient en impôts et en cotisations sociales leur est-il reversé sous forme de prestations sociales et de biens publics en deçà ou au-delà de leur contribution ? À ces préoccupations d'économie publique peut s'ajouter, toujours dans une perspective de court terme, la question des effets de l'immigration sur le marché du travail : les immigrés « prennent-ils le travail des Français » ? Leur présence induit-elle un niveau d'emploi plus faible, ou un niveau de chômage plus élevé, chez les Français « natifs » ? Et qu'en est-il des effets de l'immigration sur les salaires ? Car en augmentant l'offre de travail, on pourrait s'attendre à ce que l'immigration fasse baisser le prix du travail ; en réalité, les choses ne sont pas aussi simples, comme nous le verrons. Mais, autant le dire tout de suite, les résultats des analyses économiques sur ces questions ne sont pas vraiment concluants ; les effets de l'immigration aussi bien sur le marché du travail que sur les comptes publics apparaissent, dans l'ensemble, plutôt modestes et assez sensibles aux hypothèses retenues. Pas de quoi, donc, emporter l'adhésion dans un sens ou dans un autre et remettre en cause les certitudes établies.

La seconde façon d'aborder la question de l'immigration sous l'angle économique est de se placer plutôt dans une perspective de croissance à long terme. Pour le dire simplement : « L'immigration est-elle, ou peut-elle

être, une chance pour la France ? » On met généralement en avant la contribution de l'immigration à la démographie, sa capacité à freiner le vieillissement de la population, à soutenir le « ratio de dépendance » (rapport du nombre d'inactifs aux actifs) et, à travers lui, notre système de retraite et de protection sociale. Cette dimension démographique sera pourtant négligée dans ce qui suit. D'abord parce que la France a une démographie relativement vigoureuse, enviée par de nombreux pays européens ; ensuite parce que les immigrés eux-mêmes vieillissent, comme leurs enfants, et que l'immigration ne peut être dès lors qu'une solution partielle et transitoire au vieillissement<sup>1</sup> ; enfin et surtout, mais c'est là très subjectif, parce que j'ai toujours été sceptique face à l'idée, fondamentalement mercantiliste, que la taille ou l'âge d'une population pourraient en eux-mêmes constituer des facteurs de puissance ou de croissance économiques indépendants du niveau de formation et d'éducation des populations concernées.

À cette dimension démographique on en préférera donc d'autres, non moins importantes à long terme : le rôle de la diversité dans la croissance et les liens entre immigration et mondialisation. Nous poserons les questions suivantes : la diversité des origines des immigrés est-elle bonne pour la croissance ? L'immigration permet-elle de tirer le meilleur parti de la mondialisation ? Questions auxquelles nous répondrons par l'affirmative. Est-ce à dire que la voie est toute tracée ? Qu'il faut ouvrir grand nos frontières pour accroître l'immigration ? Ce serait aller un peu vite en besogne. Car si la recherche récente suggère que l'immigration peut constituer un atout important en matière de croissance économique, elle montre également que, de ce point de vue, toutes les formes d'immigration ne se valent pas forcément. Et que la France qui, depuis quarante ans, a refusé l'immigration de travail, puis l'immigration sélective pour ne recourir quasi exclusivement qu'aux filières familiales comme mode de recrutement de ses immigrés, est aujourd'hui enfermée dans un cercle vicieux où faible quantité, faible

---

1. F. Héran, *Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française*, 2007.

qualification et faible diversité de son immigration se renforcent mutuellement, ce qui expose notre pays au risque de jeter « le bébé », c'est-à-dire le potentiel productif de l'immigration future, avec l'« eau du bain », autrement dit les difficultés liées à l'intégration des vagues d'immigration passées. Il n'y a rien là d'une malédiction : des pistes de sortie de cet équilibre politico-économique funeste, dans lequel nous paraissions enfermés, existent – de sortie vers le haut, vers un équilibre supérieur, un cercle vertueux où une immigration plus diverse, éduquée et professionnalisée permettrait de surcroît de faire « plus » d'immigration, y compris non qualifiée.